

Paix, Sécurité et Coopération au Moyen-Orient: Les Nouvelles Chances Après la Guerre du Golfe*.

Prof. Dr. Yılmaz Altuğ**

On dit à juste titre que la paix au Moyen-Orient est le plus insoluble de tous les problèmes, dans le conflit le plus difficile à régler. Mais, dès lors qu'existe un quelconque espoir d'évolution vers la paix dans la région, aucun effort ne doit être négligé ni repoussé.

La Turquie a toujours eu une position claire, cohérente et équilibrée face au conflit israélo-arabe. Elle reconnaît les droits légitimes des Palestiniens, notamment celui de créer leur propre Etat, ainsi que le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

La Turquie, en outre, souscrit et apporte son plein appui à la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui pose l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et, partant de ce principe, demande à Israël de se retirer des territoires occupés pendant la guerre des six jours de 1967, en échange d'une paix juste et durable.

Nous nous félicitons donc des efforts que déploie le Secrétaire d'Etat, M. James Baker, pour organiser une conférence de la paix au Moyen-Orient:

M. Baker a oeuvré sans relâche pour que s'ouvrent des négociations directes entre Israël et chacun de ses voisins arabes et entre Israël et les Palestiniens. Il voulait une conférence qui, selon ses propres termes, "serait le cadre de discussions et de négociations directes, face à face, entre Israël et chacun des Etats arabes voisins, ainsi qu'à des discussions et de négociations directes, face à face, entre Israël et les Palestiniens."

Ce serait alors une conférence d'un champ particulièrement vaste, la première en son genre. L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Shevardnadze, s'est déclaré vraiment stupéfait de l'énergie et de l'acharnement que mettait M. Baker à enclencher le processus de paix, ajoutant que "beaucoup de choses dépendent maintenant du dynamisme diplomatique dont feront preuve, non seulement les Etats-Unis, mais aussi l'Union Soviétique et les pays de la région, de même que les Etats européens." "Il me paraît maintenant, pour la première fois", a dit M. Shevardnadze, "que les conditions actuelles sont vraiment particulièrement propices à un règlement de la situation au Moyen-Orient." Nous nous félicitons vivement pour notre part, de la coopération des deux superpuissances en vue de l'organisation de cette conférence de la paix. M. Baker s'est rendu quatre fois dans la région depuis mars.

Après une deuxième série d'entretiens avec M. Baker, dans la capitale égyptienne, le Ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bassmertnykh, a déclaré le 13 mai devant les journalistes: "Nous avons également

* Rapport présenté au "Séminaire des Nations Unies pour la Région de l'Europe sur la Question de Palestine." Madrid, Espagne 27-30 Mai, 1991 par Prof. Dr. Yılmaz Altuğ alors, membre de la Grande Nationale Assemblée Turque.

** Professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul.

décidé de coordonner notre action en ce qui concerne la région du Moyen-Orient. Nous resterons en contact étroit dans les jours à venir."

A l'issue de la première série d'entretiens au Caire, le 12 mai, M. Baker avait déclaré devant la presse: "Il existe entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis une réelle concordance de vues quant à ce à quoi il faut parvenir, ce qui doit être fait et bien entendu la finalité et l'objectif général, c'est-à-dire la paix, grâce à des négociations directes, face à face, entre Israël et les Etats arabes d'une part et entre Israël et les Palestiniens d'autre part."

A la suite des entretiens du 13 mai, M. Baker a souligné que l'accord s'était "largement fait sur un certain nombre de questions" touchant une éventuelle conférence de la paix, mais il a admis que pour "certaines questions", ce n'était pas le cas. "Des divergences notables" a dit le Secrétaire d'Etat, subsistent entre la Syrie et Israël sur le point de savoir si l'ONU devrait participer à une telle conférence et si celle-ci devrait se tenir en une seule fois ou s'il devrait s'agir série de rencontres.

En ce qui concerne les nouvelles chances, nos suggestions sont les suivantes:

1. Pour qu'une paix durable s'instaure au Moyen-Orient, il est essentiel d'engager un processus visant à établir entre les nations une interdépendance économique qui contribuerait à convaincre les peuples de la région de la nécessité de protéger leurs intérêts communs, sous peine d'en subir les uns et les autres les conséquences.

Nous pensons qu'il est très possible d'atteindre cet objectif. En fait, voici plusieurs années déjà, le Président Özal, qui était alors Premier Ministre, a proposé de construire un "aqueduc de la paix" pour amener l'eau de deux rivières de Turquie jusque dans la péninsule arabe. Je crois que l'eau est une ressource si essentielle - qui peut devenir plus précieuse encore que le pétrole - qu'une telle réalisation profiterait à tous les pays participants et offrirait une vraie chance de coopération régionale. On n'a pas prêté assez d'attention aux besoins en eau de la région. C'est pourquoi M. Özal a invité les dirigeants de la région à participer à une conférence au sommet sur les eaux transfrontières, au Moyen-Orient, qui sera organisée en novembre prochain à Istanbul. Ces aqueducs pourraient traverser les pays de la région parallèlement aux oleoducs et aux gazoducs.

2. Nous pouvons collectivement créer ou améliorer au Moyen-Orient une infrastructure propre à favoriser grandement la coopération économique. Si nous nous ouvrons les uns aux autres nos marchés et si nous développons nos échanges, l'interdépendance économique s'affermira. Le tourisme constitue un autre domaine important sur lequel nous pourrions concentrer nos efforts.

3. Une coopération en ce sens ne créera pas seulement un climat d'entente et de bonne volonté, elle favorisera aussi le bien-être de toutes les nations de la région et contribuera à réduire l'écart de revenus qui les sépare et qui pourrait fort bien être à l'avenir une cause d'agitation sociale. On pourrait créer dans cette perspective un fonds de coopération économique alimenté par des recettes pétrolières.

4. Autre importante évolution, étroitement liée à la coopération économique: la démocratisation, qui permettrait à la région de suivre les impéra-

tifs du nouvel ordre mondial et de réunir les conditions nécessaires pour que s'instaure une paix véritable au Moyen-Orient.

Notre tâche est toute tracée maintenant que la crise du Golfe est finie. Nous devons nous employer à mettre en place les conditions d'une paix durable au Moyen-Orient. Bien que nous n'admettions en aucune façon les procédés de l'Iraq et que nous condamnions l'agression avec la dernière énergie, il demeure que beaucoup des questions qui se sont posées avec acuité au cours du conflit méritent que la communauté internationale leur prête attention.